

A) Un haut niveau de discipline et l'insertion du Canada dans la région?

En préconisant l'imposition d'un haut niveau de discipline inspiré de l'ALÉNA à l'ensemble du continent, le Canada a, depuis le début des négociations, adopté des positions opposées à celles défendues par la plupart des pays de la région. Ceux-ci ont très tôt manifesté leur vive opposition face à une ZLÉA dont le niveau de discipline dépasserait de façon significative celui de l'OMC. Plusieurs pays influents sont particulièrement réticents à ce que des normes strictes régissent l'attribution des marchés publics ou la protection de la propriété intellectuelle, par exemple. Tous les pays latino-américains refusent par ailleurs que l'environnement et les droits des travailleurs soient inclus dans les discussions. La plupart d'entre eux s'opposent aussi à ce que la société civile joue un rôle significatif dans les négociations.

Les divergences de vue sur l'ensemble de ces enjeux ainsi que sur la question de l'échéancier ont un effet négatif sur les tentatives de rapprochement du Canada avec les pays latino-américains. Le fait que le Canada fasse généralement front commun avec les États-Unis pour imposer un très haut niveau de discipline n'est pas non plus de nature à établir un climat de confiance envers les pays dont il veut se rapprocher.

B) L'établissement d'un haut niveau de discipline et la pénétration rapide des marchés?

Si le Canada met de l'avant un ordre du jour jugé trop ambitieux par les pays latino-américains, les négociations risquent d'être plus ardues et, partant, plus longues. Le premier objectif formulé par le gouvernement canadien est donc aussi en contradiction avec l'objectif d'ouverture rapide des marchés.